

## Tableau REPRESSIONS SYNDICALES

Ci-dessous la liste non-exhaustive des affaires en cours ou déjà jugées :

SYNDICALISTES	POURSUITES ET PEINE	Organisation suivant le dossier
Jean-Paul BARNAUD, Cristel COSTE, Gérald DIONIZIO, Christian OSETE, Didier MARCHAND, <i>Militants CGT de Roanne.</i>	Condamnation pour « <b>dégradation volontaires de biens publics</b> » (qualification légale de l'infraction) après avoir apposé des messages sur un mur lors de manifestations :	UL de Cantons du Roannais, contact Serge Lenoir. Confédération
Michel CATELIN et Pierre COQUAN Membres de la direction de IUD du RHONE	Appeler à comparaître devant le tribunal correctionnel de Villefranche sur Saône, le 20 novembre, pour avoir distribué des tracts à l'entrée du péage de l'autoroute.	UD du RHONE
Guylaine RAFFIN, <i>Syndicaliste CGT, secrétaire générale de l'UD CGT 28.</i>	Condamnée à payer la somme de <b>8.816,61 €</b> à la commune de Chartres pour « <b>dégradation volontaire de bien</b> » (qualification légale de l'infraction) après avoir posé des autocollants CGT.	DLAJ-CGT, UD CGT 28
Philippe GALANO Militant aux Autoroutes du Sud de la France	Condamné à 150 € d'amende pour avoir refusé de se soumettre à des prélèvements ADN.	UD Pyrénées Orientales
Xavier MATHIEU Militant chez Continental	Relaxé en première instance le parquet fait appel et la Cour d'appel le condamne à 1200 € avec inscription au casier judiciaire pour avoir refusé de se soumettre à des prélèvements ADN	UD SOMME
Jacques RICHER, Reynald KUBECKI, Pierre BRAS, Dominique LEBLANC	Accusés de vol, dégradation de bâtiment lors d'une manifestation au Havre le 10/09/2013. Jacques RICHER, Reynald KUBECKI accusés de violence contre un Huissier lors d'une action devant l'entreprise CPB au Havre. Le 10 janvier 2013. Tous jugés le même jour le 21 février 2014, relaxés !	UD de Seine Maritime
Jean-Michel EDON Caisse d'Epargne	Accusé d'avoir séquestré le DRH et le Président du Directoire lors d'une action collective en 2010. Plainte déposée un an après ! jugement le 16 septembre 2014 TGI de Paris	FD Banques et Assurances
Jean ZANESCO, <i>Secrétaire Général du syndicat FNTE-CGT</i> Loïc DESCHAMPS,	Condamnés à payer <b>1000 €</b> pour « <b>diffamation privée</b> » (qualification légale) après avoir rédigé une motion de soutien à un salarié licencié.	Syndicat FNTE-CGT

Mick FLYNN, Gerard RE, Jean-Luc RIGAIL, Marie-Noël RUFFIER, Laurent VIDALENC, <i>Militants FNTE- CGT.</i>		
Cedric LIECHTI, Marc TREMENT, Catherine FLECHARD, « Chico », Gérard DEL MASCHIO, Christian POURRE, Patrice PERICHOU, Gérard HAMON	Accusés pour avoir participé à une action collective pour s'opposer au licenciement d'une salariée. Acharnement judiciaire et de la direction d'ERDF	UD Paris FD Mines Energie
Laurence CAUSSIGNAC, <i>Secrétaire générale de l'Union Syndicale Départementale Santé de l'Aisne</i>	Mise en examen pour « <b>Complicité de diffamation par voie électronique</b> » (qualification légale de l'infraction) après avoir dénoncé au nom de l'USD santé, par voie de tract et de communiqué de presse, les agissements au sein de l'association d'Hygiène Alimentaire de l'Aisne (CHA-CCAA).	UD CGT 02 (CGT Aisne), contact : Erwan BRIHAYE)
Hervé DELATTRE	Procédure de licenciement contre hervé qui vient d'être élu secrétaire général de la FD Professionnels de la Vente	FD Professionnels de la Vente
Jean-Paul LARESE Sg ud Haute Savoie	Poursuivi pour avoir dénoncé, dans un tract, les conditions de travail de l'entreprise Armatures Savoyardes. Condamné en appel avec sursis total de l'exécution de peine.	UD Haute Savoie
10 salariés de la société STEF	10 salariés de la Société STEF (Val d'Oise) ont été licenciés suite à une action collective. Le CPH de Cergy Pontoise vient d'ordonner leur réintégration !	UD Val d'Oise